

● (2.20 p.m.)

Ce document traite des échanges qui deviendront possibles entre les hommes d'affaires et les scientifiques des deux pays. Pourtant, il ne s'agit encore que de la signature d'un accord. Le succès de ce dernier dépendra de l'industrie, de l'ambition des hommes d'affaires et des technocrates canadiens et de l'encouragement que le gouvernement prodiguera à profiter pleinement des perspectives qui s'offrent maintenant à nous. J'espère que le gouvernement continuera à donner le ton et à constamment encourager ces secteurs à saisir cette occasion qui leur est offerte.

Je voudrais m'arrêter à une autre partie de cette déclaration qui est très générale. Le ministre a fait état de ses entretiens avec les ministres allemands au sujet du Marché commun et des politiques canadiennes. Je suis sûr qu'ils avaient des doutes au sujet de ces dernières, car nous-mêmes, parlementaires canadiens, avons aussi des doutes à leur sujet.

Nous espérons que très bientôt le ministre profitera de la période réservée à l'appel des motions pour nous donner quelques renseignements non seulement sur les politiques et programmes du gouvernement relatifs au Marché commun européen, mais aussi sur la question toute aussi importante de la position et de l'évolution du gouvernement eu égard à la libéralisation du commerce international. Il doit s'agir d'un problème complexe pour les autres pays dans leurs échanges avec le Canada. Dans certains secteurs, nous donnons l'impression d'être des mieux disposés à nous orienter vers la libéralisation des échanges mais ailleurs nous hésitons à supprimer certaines barrières tarifaires ou autres en vue de libéraliser les échanges entre les pays.

Le ministre ou son gouvernement devrait permettre un débat complet sur la question de façon à montrer à l'opposition et à la population canadienne à quel point la politique gouvernementale favorise un véritable libre-échange, et ce si ce libre-échange est à caractère sélectif, progressif ou global. Nous aimerions, tout comme les pays de la Communauté économique européenne, savoir en quoi consiste la politique du gouvernement à cet égard.

Quant à l'accord, l'opposition l'accueille avec joie. C'est le signe qu'il se fait un progrès véritable. Nous avons beaucoup à apprendre de la République fédérale d'Allemagne. Nous avons beaucoup à gagner de son expérience économique, industrielle et technique. J'espère que les Allemands trouveront eux aussi leur profit à visiter notre pays.

M. John Burton (Regina-Est): Monsieur l'Orateur, tous les députés accueillent sûrement avec joie la nouvelle des initiatives prises par le ministre et son ministère au cours des entretiens et discussions tenus avec des hauts fonctionnaires étrangers en vue d'améliorer nos relations économiques avec leurs pays. Il y a lieu de s'en réjouir et de les encourager. Mais il faut, toutefois, signaler que ces initiatives auront des résultats satisfaisants seulement si elles s'inspirent d'une politique convenable, bien réfléchie, de fait, seulement si les buts qu'elles visent sont bien définis.

A maintes reprises, les députés de notre parti ont signalé au gouvernement qu'à leur avis il n'a pas assez défini les objectifs et l'orientation de sa politique en vue d'encourager le commerce extérieur. Sans mettre en doute la compétence dans leur propre domaine des 28 hommes d'affaires importants qui accompagnaient le ministre en Allemagne, il faut déplorer l'absence au sein de la délégation de représentants du mouvement ouvrier et de l'industrie agricole. La représentation de ces deux groupes aurait rendu la mission sensiblement plus efficace.

Nous nous réjouissons tous, je crois, de la conclusion d'un accord comme celui qu'on a décrit. De telles initiatives sont utiles et dignes d'encouragement. Toutefois, pris isolément, l'accord n'atteint pas les objectifs visés. Il s'agit encore une fois d'inclure ces accords dans une politique structurée et définie convenablement.

Il faut en outre relever les paroles du ministre qui, lors des discussions, aurait encouragé le gouvernement et les hommes d'affaires allemands à s'intéresser davantage au développement de l'industrie au Canada et à s'adresser à nous pour satisfaire leurs besoins de produits alimentaires et de matériaux industriels. Deux considérations découlent de cette déclaration. Premièrement, que veut dire l'expression «développement de l'industrie au Canada»? S'agit-il seulement d'obtenir à l'avenir plus de capitaux de l'Allemagne que d'ailleurs, ou ce geste sera-t-il naturellement rattaché à toute politique que le gouvernement annoncera peut-être au sujet de la propriété étrangère des industries canadiennes? D'ailleurs, en ce qui concerne les besoins de matériaux industriels, je remarque que le ministre n'a pas employé l'expression «besoins en matières premières» même si le ton de sa déclaration le laissait supposer. Tous s'accordent sur la nécessité d'encourager l'exportation de produits agricoles et alimentaires en Allemagne et dans d'autres pays de l'Europe occidentale.

Le ministre nous a dit également que les problèmes et les perspectives du commerce mondial avaient fait l'objet de discussions. Naturellement, la discussion de ces problèmes avec les autres pays est essentielle chaque fois que l'occasion se présente. Dans sa déclaration, le ministre a sûrement laissé percer sa préoccupation concernant les problèmes suscités par suite des nouveaux événements survenus dans la Communauté économique européenne. Avec le ministre, je conviens de la nécessité de nous orienter vers une libéralisation des échanges commerciaux, mais le ministre me semble admettre l'existence de plusieurs obstacles à la réalisation d'une telle initiative; en vérité, le Canada ou tous les autres pays intéressés à cet objectif pourraient bien ne pas le réaliser. Le gouvernement devrait donc avoir nécessairement un choix de politiques conçues pour régler les vastes problèmes qui pourront se poser à l'avenir.

On s'est beaucoup intéressé depuis quelques semaines au développement de blocs commerciaux internationaux et aux problèmes qu'ils sont susceptibles de présenter pour des pays comme le Canada. Il faudrait encourager le ministre, voir l'inciter, à s'occuper de cette situation et à préparer le ministère et le gouvernement à y faire face.

J'ai aussi remarqué l'observation indiquant qu'on verrait d'un bon œil en effet que les pays du Marché commun et ceux qui demandent à en faire partie soient